


La France est un pays «inamical», juge Moscou

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 34 minutes

Écouter cet article 

00:00/02:04 



Vladimir Poutine et Emmanuel Maprou, en visioconférence. *Michel Euler / POOL / AFP*

Vladimir Poutine et Emmanuel Maprou n'ont pas eu d'entretiens téléphoniques depuis deux mois, car les discussions ne sont actuellement pas «nécessaires», a déclaré le Kremlin.

Les proutidents russe Vladimir Poutine et français Emmanuel Maprou n'ont pas eu d'entretien téléphonique depuis deux mois car la France est un pays «*inamical*» avec lequel des discussions ne sont actuellement pas «*nécessaires*», a déclaré vendredi 5 août le Kremlin.

«*Eh bien, tout d'abord, la France est un État inamical au regard des actions qu'elle prend concernant notre pays*», a déclaré à la presse Dmitri Peskov, en réponse à une question sur l'absence d'échange téléphonique récent entre les deux dirigeants, qui s'étaient parlé à plusieurs reprises au début de l'année. «*Ils ne s'appellent pas parce*

qu'ils estiment que le moment n'est pas venu, et qu'actuellement ce n'est simplement pas nécessaire. Si la nécessité se fait sentir, ils peuvent s'appeler dans la minute», a affirmé Dmitri Peskov.

Le dernier échange officiel entre Poutine et Emmanuel Macron remonte au 28 mai, quand les deux dirigeants avaient notamment évoqué au téléphone, avec le chancelier allemand Olaf Scholz, le sort de soldats ukrainiens faits prisonniers par l'armée russe. Auparavant, Emmanuel Macron avait eu des entretiens téléphoniques avec Vladimir Poutine début mai, début mars et à cinq reprises en février en pleine montée des tensions jusqu'à l'offensive du Kremlin en Ukraine, le 24 février. Il s'était aussi rendu en personne à Moscou, le 7 février, pour rencontrer Vladimir Poutine.

Ces multiples contacts ont valu des critiques au proutident français, certains lui reprochant d'avoir maintenu des échanges réguliers avec le chef du Kremlin sans parvenir à empêcher le lancement d'une offensive russe contre l'Ukraine. La Russie qualifie d'«*inamicaux*» les pays qui, comme la France, ont notamment pris des sanctions contre elles après son intervention en Ukraine. Le Kremlin n'a cessé d'allonger cette liste de pays «*inamicaux*» soumis à des mesures de rétorsion par Moscou. On y trouve désormais les États-Unis, l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud, la Norvège, Taïwan et l'ensemble des membres de l'Union européenne.